



Michel BILLOUT

Sénateur de Seine-et-Marne

*Vice-Président de la commission
des affaires européennes*

*Membre de la commission des affaires étrangères,
de la défense et des forces armées*

*Président du groupe interparlementaire
d'amitié France-Hongrie*

7 ans d'actions contre les régressions sociales et pour la construction d'une société alternative

*Madame, Monsieur,
cher-e collègue, cher-e ami-e,*

Durant 7 ans je vous ai tenu régulièrement informé-e de mon activité à travers ma lettre qui est parue deux fois par an, mon site internet ou les nombreux courriers que j'ai pu vous adresser sur des sujets essentiels pour notre département. Je pense, pour les dernières, à la réforme des collectivités territoriales et la proposition de modification de la carte de l'intercommunalité ou encore l'importante question des gaz et huiles de schiste.

Aujourd'hui, je souhaite revenir plus globalement sur mon activité parlementaire.

Il y a bien des manières de rendre compte de son activité d'élu. Comme d'autres, j'aurais pu vous envoyer un recueil de mes 514 interventions dans l'hémicycle. Cela aurait eu un poids certainement « impressionnant », mais la lecture en aurait été indigeste et l'ensemble peu respectueux de notre environnement.

C'est pourquoi j'ai souhaité procéder différemment. Vous trouverez sur mon site internet à travers 8 pages thématiques (défense des collectivités locales, des services publics, de l'emploi et des salariés, de la santé, des droits de l'homme, construction d'une autre Europe, d'un monde de paix et de coopération) et grâce à un accès interactif un aperçu exhaustif de mon activité.

Ces pages contiennent des accès directs à des rapports, des questions au gouvernement, des interventions et des vidéos qui vous permettront d'approfondir les sujets qui vous intéressent.

Ce petit journal n'a donc, pour ambition, que de vous rappeler les engagements que j'avais pris en 2004, la façon dont je les ai tenus et de vous donner l'envie de parcourir mon bilan sur mon site internet.

Dans cet espoir, je vous prie de croire, Madame, Monsieur, cher-e collègue, cher-e ami-e, en l'expression de mes sentiments les plus dévoués.

Michel Billout

Retrouvez mes bilans complets sur mon site
<http://www.michelbillout.fr>



J'ai défendu la démocratie et les collectivités locales

Avec les collègues de mon groupe et plus généralement ceux de gauche, **j'ai résolument combattu tous les textes qui ont cherché à étouffer les collectivités** territoriales tant sur le plan institutionnel que financier. Face à la tentative de recentralisation, à la modification « forcée » de la carte intercommunale, à la **suppression de la taxe professionnelle** et au **gel des dotations**, aux **transferts de charges non-compensés**, je me suis attaché à **défendre le rôle des collectivités**, principales réalisatrices des investissements publics et maillons essentiels de la démocratie.

A ce titre, **je me suis opposé à la création du conseiller territorial**, qui signifie la disparition programmée des départements, et à un **Grand Paris qui**



ignore la Seine-et-Marne et redonne à l'Etat un rôle d'aménageur, sans contrôle démocratique.

Enfin, avec mes collègues du groupe CRC-SPG, **j'ai déposé plusieurs propositions de loi** afin de garantir aux collectivités des moyens financiers pérennes, notamment par la taxation des actifs financiers, et de mettre en place une réelle péréquation pour assurer la nécessaire égalité territoriale.

J'ai défendu la ruralité et une agriculture préservée de l'ultralibéralisme

Si la **politique de rigueur** mise en œuvre par le gouvernement n'épargne aucune collectivité, **elle frappe plus particulièrement les communes rurales** de notre département.

Elles doivent faire face à la **fermeture des services publics**, à la **disparition des quelques industries restantes**, au désengagement de l'Etat et de ses services de proximité.

Conséquence de la réforme territoriale, la réduction du nombre d'élus, de personnels territoriaux et des capacités d'investissement va porter **un coup dur**, d'une part, à la **démocratie locale** et, d'autre part **aux PME et aux artisans locaux**

Les communes rurales sont également confrontées à une **crise profonde de notre agriculture**. C'est tout un système qu'il est nécessaire de repenser, en **soustrayant le monde agricole aux règles destructrices de la concurrence libre et non faussée**. Loin de cette rupture nécessaire, la réforme de la PAC, sous l'égide de l'OMC, s'inscrit dans la logique de la dérégulation.

C'est pourquoi j'ai agi pour que les prix agricoles

Dans le département



soient encadrés, la spéculation sur les denrées alimentaires interdites, et pour que les productions soient relocalisées et les circuits courts revalorisés.

Par une péréquation renforcée, la solidarité nationale doit garantir la proximité des services dans le secteur rural.



J'ai défendu l'industrie sucrière seine-et-marnaise notamment en **contribuant à obtenir des quotas de production supplémentaires qui lui ont permis de maintenir, à Nangis, des emplois et une production respectueuse de l'environnement**

Je me suis mobilisé contre la casse des services publics

Les services publics sont indispensables à la satisfaction de l'intérêt général et au dynamisme des territoires. Je me suis opposé à leur démantèlement et au désengagement de l'Etat qui frappe plus particulièrement les territoires ruraux et les quartiers en difficulté de la Seine-et-Marne.



Santé

Je me suis opposé à la **privatisation du service public de santé** et à la **gestion strictement financière** imposée par le gouvernement et la majorité au Sénat. Celles-ci se sont traduites en **Seine-et-Marne** par des **suppressions d'emplois** et des **fermetures de services** dans les hôpitaux, ou encore la **fermeture partielle des urgences chirurgicales** à Melun. La multiplication des **partenariats public-privé** se concluent toujours au détriment du service public. Cette politique qui amplifie le manque d'offres et d'infrastructure publiques de soins de proximité, **réduit l'accès au tiers payant** et donc l'accès au soin de populations de plus en plus nombreuses.



Les services de radiothérapie de Lagny et de Forcilles n'ont aucune raison objective d'être fermés, sinon pour donner de nouvelles parts de marché au secteur privé à but lucratif.

A l'inverse, j'ai défendu l'accès aux soins pour tous et **proposé** d'augmenter le financement de la santé en mettant fin, notamment, aux exonérations de cotisations sociales des grandes entreprises et en taxant les profits spéculatifs.

Energie

Je me suis opposé à l'**ouverture du gaz et de l'électricité à la concurrence**, défendu le principe que seules des entreprises publiques pouvaient répondre aux missions complexes de l'énergie. J'ai ainsi soutenu la fusion entre EDF et GDF en lieu et place de l'entrée des actionnaires privés. J'ai défendu le maintien des tarifs réglementés pour tous.



Rapporteur d'une commission d'enquête en 2007 sur l'état de la sécurité d'approvisionnement de l'électricité en France dans le cadre des politiques européennes d'ouverture à la concurrence, je me suis d'ailleurs félicité que **les sénateurs de toutes sensibilités** ayant travaillé sur le sujet **partagent ce point de vue** en estimant que « *que la libéralisation comporte des risques importants sur la qualité*

et l'accessibilité de ce service public en réseaux », et en défendant la « *nécessité d'une maîtrise publique de ce secteur* ».

La mission d'information a par ailleurs, dans ses conclusions, **avancé le souhait de la création d'un service public de l'énergie au niveau européen**, non fondé sur la mise en concurrence, mais sur les coopérations entre les opérateurs nationaux. **Je soutiens clairement** qu'il faut créer aujourd'hui un pôle public de l'énergie pour relever les immenses défis tout en assurant la sécurité.

Education

Je suis intervenu à de nombreuses reprises en faveur de l'éducation. Avec l'application de la RGPP, imposant la réduction drastique du nombre de fonctionnaires, **plusieurs dizaines de milliers de postes d'enseignants ont été supprimés** ces dernières années en France. **La formation des enseignants est sacrifiée.**

En Seine-et-Marne, la situation est très grave. J'ai dénoncé le manque de postes dont souffrent les écoles seine-et-marnaises et réclamé à minima la création des **500 postes nécessaires pour permettre au département** de rattraper la moyenne nationale. Cette demande rejoint les **recommandations de la Cour des Comptes** qui préconise de faire du premier degré de l'enseignement une grande priorité. Mais le gouvernement et sa majorité refusent tout rattrapage et la **Seine-et-Marne se maintient à la dernière place nationale** au niveau du taux d'encadrement dans le 1^{er} degré.

APPROVISIONNEMENT ÉLECTRIQUE :
l'Europe sous tension

DEUXIÈME

Préface

Michèle JULLIEN

Nathalie JULLIEN

Jean-Marc PIGNON

Directeurs

Septembre

Éditions de la Commission européenne



Mission européenne d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France et le marché de gros

Présence postale

La défense de la présence postale dans les communes de Seine-et-Marne a également été l'une de mes priorités. Dénonçant les effets néfastes de la libéralisation des activités postales et la transformation de la Poste en société anonyme, je suis intervenu contre des fermetures, totales ou partielles, de bureaux de postes et contre leur transformation en agence postale communale ou en point poste.

J'ai défendu l'arrêt de toutes les restructurations se traduisant par un service postal minimum et soutenu le maintien du monopole, seul garant du droit à la communication, au compte, au crédit, à l'épargne et aux moyens de paiement pour tous, dans le but de répondre aux besoins de la population quelle que soit la position sociale.



Participation à la votation citoyenne (Octobre 2009)

75% des français se sont opposés à la privatisation de La Poste et 63 % exigeaient de Nicolas Sarkozy qu'il organise un véritable référendum avant de décider la transformation de La Poste en société anonyme.

transports

Dès les premiers mois de mon mandat, je me suis attaché à défendre les services publics de transports en demandant le retrait de la directive européenne ouvrant à la concurrence le transport de passagers. L'introduction de critères de rentabilité à court terme a eu de lourdes conséquences sur le service public ferroviaire : suppressions de milliers de postes, fermeture d'une centaine de gares passagers et de triages, de 262 gares consacrées au trafic fret en wagon isolé : ceci en total contradiction avec le Grenelle de l'environnement !

En 20 ans, la part du transport routier en France est passée de 58% à 80% : un mode de transport particulièrement polluant et pourtant largement subventionné.



Président de l'Association des élus de Seine-et-Marne pour la modernisation de la ligne Paris/Provins/Troyes, j'ai contribué à obtenir, avec la mobilisation de nombreux élus, de nouvelles rames en 2008 et l'électrification de la ligne pour 2017.

A l'inverse, j'ai défendu la nécessité de travailler au rééquilibrage modal, en privilégiant le fret ferroviaire au tout routier, en développant le covoiturage.

Rapporteur d'une mission d'information sur les infrastructures de transport, j'ai défendu notamment la proposition

de mise en place d'une écotaxe poids lourds destinée à financer les infrastructures de transports.



J'ai défendu la dignité et les droits des salariés



Un des dossiers les plus importants de cette mandature aura été celui de la réforme des retraites. Alors qu'il fallait innover, le gouvernement s'est contenté d'alourdir la facture des salariés en préservant celle des milieux financiers. J'ai dénoncé l'injustice de cette réforme qui, après les précédentes qui avaient eu pour conséquence de diminuer de 10 à 25 % les pensions, consacre la casse de notre système solidaire de retraite par répartition pour un régime par capitalisation, reposant sur une logique individuelle et patrimoniale excluant bon nombre de travailleurs précaires et pauvres.

Avec mon groupe, j'ai proposé d'assujettir les revenus financiers des sociétés à une contribution d'assurance de 9%. Cette seule mesure apporterait une contribution de 30 milliards d'euros soit plus que les 20 milliards obtenus sur le dos des salariés. Autre proposition : à l'occasion d'un débat sur l'avenir de la politique sociale européenne, j'ai défendu la mise en place d'un bouclier social au plan européen pour faire face à la crise.

Le mouvement social contre la réforme des retraites a été pour le gouvernement l'occasion de remettre en cause le droit de grève, notamment en réquisitionnant les salariés de la raffinerie de Grandpuits, mesure que j'ai évidemment dénoncée au Sénat. Je me suis également opposé aux attaques contre le droit de grève dans les transports, en rappelant que les grèves ne représentaient que



«J'ai dénoncé au Parlement et dans les médias le caractère provocateur de la réquisition des personnels de la raffinerie de Grandpuits»

2 % des perturbations à la SNCF, alors que le manque d'investissement dans les infrastructures, la vétusté des matériels, les suppressions de postes de cheminots restent la cause principale de dysfonctionnements.

J'ai travaillé à la construction d'une autre Europe

Le sort réservé à la Grèce, au Portugal, à l'Espagne, à l'Irlande démontre parfaitement l'aberration d'une construction européenne fondée **exclusivement sur le monde de la finance.**

Les politiques ultralibérales ont **des conséquences dramatiques pour les peuples européens.** Alors que, de leur côté, les banques et les grands actionnaires se portent bien. Et ce, grâce aux politiques d'austérité prônées notamment par le couple franco-allemand.

Cette austérité pourrait être renforcée si le budget de la France devait être soumis à la Commission européenne, abandonnant par là-même la souveraineté budgétaire française ou si la « règle d'or » devait s'imposer à toute nouvelle majorité quel que soit le mandat que lui auraient donné les électeurs.

Avec mes collègues du groupe CRC-SPG, j'ai largement dénoncé ce déni de justice et de démocratie.

Je suis également intervenu à de nombreuses reprises pour réclamer **l'arrêt immédiat de la transposition de toutes les directives ultralibérales** à commencer par la directive



« services » (ex-directive Bolkenstein) qui participe à la **privatisation de nos services publics.** J'ai refusé la transposition de nombreux textes **libéralisant le fret ferroviaire, les services postaux, l'énergie ou encore l'agriculture.**

L'adoption du Traité de Lisbonne contre le vote du peuple français a permis la poursuite des politiques de régression sociale. Le groupe, dont je suis membre, a été le seul à s'opposer à la ratification de ce Traité. Refusant l'Europe libérale, j'ai porté l'idée d'une Europe de progrès, résolument sociale et démocratique.

Pour cela, j'ai proposé d'agir sur différents leviers : un véritable budget avec des recettes propres qui pourraient reposer sur une taxation des mouvements de capitaux spéculatifs ; une harmonisation par le haut des droits sociaux ; une Banque centrale européenne, placée sous le contrôle du pouvoir politique, qui agisse efficacement sur l'utilisation du **crédit en faveur de l'emploi et de la recherche** ; une Europe construite par et pour les peuples.

J'ai agi pour un monde plus juste et pacifique

La politique va-t-en-guerre, l'alignement sur l'OTAN, les interventions militaires à répétition et aux objectifs contestables, les baisses de crédits affectés à l'action extérieure, **ont largement discrédité notre pays** sur la scène internationale.

Alors que les révolutions arabes appelaient de la part de notre pays un soutien sans faille, **j'ai dénoncé la sympathie des dirigeants français à l'égard des gouvernements destitués.**

Dans un monde sur-armé où les tensions sont nombreuses, j'ai défendu une vision multilatéraliste pour un monde pacifié en demandant la poursuite du désarmement, notamment nucléaire, et en réaffirmant le rôle **central des Nations Unies.** J'ai

regretté le peu d'ambition de la France en matière d'aide au développement alors que nous avons besoin de nouvelles coopérations et de nouvelles solidarités Nord-Sud.

Au cours de mon mandat, j'ai donné une large place à la **question des Droits de l'Homme** dont la France n'est malheureusement plus le symbole. A la tribune du Sénat ou de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, j'ai notamment rappelé l'exigence de leur respect partout dans le monde.

J'ai ainsi interpellé le gouvernement à de nombreuses reprises pour qu'il intervienne au **Conseil de sécurité de l'ONU** et au **Conseil européen**



afin que des pressions soient exercées à l'encontre du **gouvernement israélien** jusqu'à ce que celui-ci lève le **blocus de Gaza**, cesse la colonisation et accepte la création de deux Etats souverains dans les frontières de 1967 avec Jérusalem-Est pour capitale palestinienne. **Je soutiens**, en ce sens, la **proposition de reconnaissance de l'Etat Palestinien par l'Assemblée Générale de l'ONU**, seule solution **pour qu'Israéliens et Palestiniens puissent enfin vivre en paix.**

Je veux sanctionner les vrais responsables de la crise et rompre avec la dictature des marchés financiers

La crise financière est d'abord la crise d'un système : le capitalisme. La soif de profits des actionnaires et des banques, **la spéculation financière et monétaire, la déréglementation** et la mondialisation bancaires sont clairement à l'origine de la catastrophe. Aujourd'hui celle-ci se voit renforcée par les attaques contre les finances publiques des Etats pilotées par les agences de notation, entreprises privées qui agissent sans aucun contrôle démocratique.

Pour sortir de la crise, ce ne sont pas les familles et les salariés ou les collectivités locales qu'il faut mettre à contribution car **cela est injuste, inefficace et annihilera la croissance.**

Alors que plus de 46 milliards d'€ de profits ont été dégagés au 1^{er} semestre 2011 par les entreprises du CAC 40 (en augmentation de 9,5% par rapport à 2010), il faut, au contraire, faire contribuer les grandes fortunes à la construction d'une nouvelle économie solidaire.

Il faut rompre avec cette dictature des marchés financiers responsable notamment de **la perte de 600 000 emplois industriels en 10 ans.**

Je me prononce donc en faveur d'un grand pôle financier public **pour dégager notamment les collectivités de la tutelle des banques**, une fiscalité juste qui **taxe lourdement les profits spéculatifs** et pour une augmentation des salaires permettant la relance de la croissance.

J'ai oeuvré pour concilier justice sociale et écologie

L'écologie ne peut être que sociale. Le respect de notre environnement est en effet indissociable du respect des êtres humains. A ce titre, **la protection de l'environnement exige des politiques publiques fortes**, un changement de nos modes et de nos finalités de production permettant de mettre fin aux inégalités sociales et aux conditions pénibles de travail.

Les privatisations, les logiques de profit à court terme et la multiplication de la sous-traitance dans le domaine énergétique et notamment nucléaire **démontrent qu'aucune leçon n'a été tirée du drame de Fukushima.** Il faut un **débat national sur l'avenir du nucléaire** mais, quelle que soit la décision quant à son avenir, celui-ci doit rester 100 % public. Le gouvernement considère l'écologie comme un business vert. C'est ainsi que le Grenelle de l'environnement se cantonne à la création d'un nouveau marché laissant la part belle aux grands opérateurs privés. Par exemple, **le gouvernement et la majorité, avec une loi très ambiguë, ont refusé l'interdiction totale de l'exploitation des gaz et huiles de schiste.** C'est pourquoi je me suis opposé à ce **texte dangereux.** Face à la dérégulation imposée au secteur agricole, je suis intervenu au sujet de l'avenir de la PAC pour défendre le principe de politiques agricoles et alimentaires détachées de toute forme de dumping social, économique

et environnemental. Je me suis élevé contre l'introduction des OGM. **Les libéralisations touchant également le secteur des transports,** j'ai défendu le rôle central des transports en commun, du transport de voyageurs et du fret ferroviaires pour répondre aux enjeux environnementaux. Je me suis opposé à **la taxe carbone, totalement injuste** et ai **plaidé pour une refonte complète de la fiscalité écologique** pour la rendre juste, efficace et adaptée aux exigences environnementales.

En bref et en chiffres

Durant mes 7 années de mandat

- je suis intervenu **514 fois** dans l'hémicycle ;
- j'ai été l'auteur ou le cosignataire de **124 propositions de loi ou de résolution ;**
- j'ai interrogé **58 fois** le gouvernement et obtenu à ce jour **45 réponses**
- j'ai été l'auteur de **4 rapports parlementaires d'information** et de **2 rapports de mission.**

Manifestation à Doue contre les huiles de schiste



une voix
différente
au Sénat

